



**Embargo:
19.01.2007, 21.00 h**

Discours / Exposé: Tant le discours prononcé que la version écrite font foi. L'orateur se réserve le droit de s'écarter sensiblement du manuscrit.

Pour le bien du peuple et du pays

Discours prononcé par le conseiller fédéral Christoph Blocher à l'occasion de la 19e réunion de l'UDC zurichoise à l'Albisgüetli, le 19 janvier 2007, à la Schützenhaus de l'Albisgüetli, Zurich

Mesdames et Messieurs,

Malgré mon discours de l'an dernier, dont les échos s'apaisent à peine, vous m'avez invité une nouvelle fois – qui plus est en cette année électorale 2007 – à m'exprimer devant vous en qualité de membre du Conseil fédéral.

I. Des élections sans conseillers fédéraux ?

Depuis plus d'un an, j'entends – avant tout de nos adversaires politiques – que les élections ne sont pas l'affaire d'un conseiller fédéral. (Sans le dire explicitement, ils entendent naturellement qu'elles ne sont pas l'affaire d'un conseiller fédéral en particulier). Certains conseillers fédéraux soulignent, sur un ton d'homme d'Etat, que les turpitudes d'une campagne électorale ne sont pas faits pour le titulaire d'une fonction aussi élevée que celle de conseiller fédéral mais, dans un même élan, entreprennent de défendre la politique de leur parti et de se démarquer de celle préconisée par leurs collègues, critiquant tout particulièrement la politique de l'UDC.

Mesdames et Messieurs, les élections ne sont-elles vraiment pas l'affaire des conseiller fédéraux ? **Est-il acceptable que les élections se déroulent sans incidences sur le devenir des conseillers fédéraux, sans commentaires de leur part, sans conséquences pour eux ?** Voilà qui est nouveau pour moi. En plus de 30 ans d'engagement politique, je n'ai encore jamais observé, comme en cette année électorale, qu'une élection de renouvellement du Conseil national soit à ce point détournée de son objet pour être présentée comme une élection indirecte du Conseil fédéral.

II. Elections au Conseil national et conseiller fédéraux

Assurément, pour les différents conseillers fédéraux, les élections au Conseil national et au Conseil des Etats n'ont jamais revêtu, à ce jour, une importance particulière ; exception faite peut-être de certains conseillers fédéraux qui, il y a quatre ans, ont sillonné le pays pendant des semaines dans des véhicules de campagne électorale pour distribuer des brosses à dents. En pure perte, d'ailleurs, puisque les électeurs – après s'être lavé les dents ou non – ont voté pour l'UDC.

Mais il est vrai que de 1959 à 2003, la formule dite magique s'appliquait : deux sièges pour chacun des grands partis, un siège pour le plus petit des grands partis.

Elle a même continué d'être appliquée alors qu'elle aurait déjà dû donner d'autres résultats depuis longtemps. Ainsi après les élections de 1999, la formule magique n'était plus guère

qu'un mauvais tour de passe-passe, puisque l'UDC, qui s'était déjà hissée au premier rang des partis, s'est vu refuser le deuxième siège auquel elle pouvait prétendre. A partir de 2003, la formule magique s'est à nouveau appliquée de manière purement arithmétique, ce qui a entraîné un bouleversement du paysage politique.

Mesdames et Messieurs, dans ce jeu trouble, certaines questions méritent d'être posées :

- Quel est le **sens des élections** ?
- En quoi les **partis sont-ils importants** ?
- A quoi sert véritablement un **mandat de conseiller fédéral** ?

III. Des élections, des partis et des conseillers fédéraux

Lorsque les **élections**, comme ce fut largement et malheureusement le cas au cours des 20 années écoulées, sont reléguées au rang de simple **jeu de société**, lorsqu'en apparence, mais aussi dans les coulisses, elles n'ont pour objet que de **faire avancer la carrière des uns ou des autres**, les conseillers fédéraux ont peut-être avantage à se tenir à l'écart de ce jeu plutôt sordide.

Mais les élections sont – ou, à tout le moins, devraient être – quelque chose d'autre : **l'expression de la décision des citoyens concernant les orientations politiques futures**. Lorsque l'on prend les élections au sérieux, on doit aussi prendre les partis au sérieux, car ceux-ci ont un rôle important à jouer : ils doivent développer des **programmes politiques**, les **diffuser au sein du peuple**, les défendre et, après les élections, **veiller à leur mise en œuvre**. Le résultat des élections transforme ces programmes en un **mandat du souverain à ses élus**.

En affirmant, de manière quelque peu dédaigneuse, que les conseillers fédéraux sont au-dessus des partis, qu'ils n'ont pas à se préoccuper des élections et qu'ils doivent répondre de leurs actes à la lumière de la seule Constitution, et non devant les partis, ce sont les **élections** et les partis que l'on dévalorise également !

Qu'est-ce qu'un conseiller fédéral ?

Un conseiller fédéral est élu pour **représenter au gouvernement le mandat que le souverain lui a confié et pour œuvrer pour le bien du peuple et du pays**. En revanche, lorsque l'unique motif qui conduit à briguer une élection au Conseil fédéral est **l'avancement dans une carrière personnelle**, avec tous les avantages liés à la fonction, tels que le prestige, le salaire élevé, les conditions de retraite, le chauffeur, la voiture de fonction, etc. l'issue des élections et les orientations qu'elles dessinent pour l'avenir de la Suisse ne jouent aucun rôle, puisqu'il n'y a pas exercice d'un mandat donné par les électeurs. **Il suffit de participer au jeu qui consiste à se trouver au bon endroit au bon moment pour être élu**.

Pour un conseiller fédéral arborant un tel profil, l'affaire est claire : les élections ne concernent pas les conseillers fédéraux. La recherche d'idées permettant au peuple et au pays de progresser ne lui fait pas non plus perdre le sommeil. Au contraire, une telle posture permet d'autant plus facilement, une fois les élections passées, de se ranger du côté des vainqueurs en se vantant, de surcroît, d'être au-dessus des partis ! On n'a ainsi d'obligations envers personne, envers soi-même seulement, comme on dit si joliment.

Il en va tout autrement – Mesdames et Messieurs – **lorsque le mandat de conseiller fédéral sert à promouvoir au gouvernement une politique visant à garantir aux Suisses la sécurité, la liberté et la prospérité**. Dans ce cas-là, l'issue d'une élection ne saurait être indifférente, bien au contraire :

Un conseiller fédéral doit aussi expliquer au peuple quels sont les orientations qu'il estime favorables – ou au contraire néfastes – pour l'avenir du pays, car les élections – pour peu qu'on les considère avec le sérieux requis – sont toujours déterminantes pour l'évolution d'un

pays ! Il va de soi, cependant, que les conseillers fédéraux **n'ont pas à diriger la campagne électorale**. Ils ont en effet une charge et une mission qui ne leur permettent pas. La campagne électorale est l'affaire des partis.

Il est temps de se défaire de ces attitudes égocentriques et de reconnaître à nouveau l'importance d'un mandat de conseiller fédéral et du rôle des partis, et de considérer les élections comme l'expression d'un mandat contraignant donné aux élus. Ces considérations valent tout particulièrement pour les élections de 2007. Les adversaires de la politique de l'UDC semblent d'ailleurs l'avoir compris – peut-être inconsciemment.

Pourquoi donc la gauche réunie (PS et Verts) proclame-t-elle que les élections au Conseil national sont une élection au Conseil fédéral anticipée ? La réponse à cette question est évidente : depuis 2004, la manière dont les choses se passent n'est plus tout à fait du goût de la gauche, qui souhaiterait revenir à la politique désastreuse menée avant 2003 !

Le **point le plus douloureux** pour elle :

A une majorité de plus de deux tiers des votants, le souverain a accepté les nouvelles lois sur l'asile et sur les étrangers.

La gauche a livré un combat acharné, mais le PS, les verts, toutes les forces d'extrême gauche, les Eglises nationales, les syndicats, la plupart des médias – la radio et la télévision publiques en tête – toutes sortes de braves gens, les bourgeois qui avaient quelque chose à cacher, toute l'« industrie du social » et tous les profiteurs des dysfonctionnements, ont dû accepter une défaite incontestable. **Le peuple a compris que le système en place était une porte ouverte aux abus et dysfonctionnements, et s'est rallié aux nouveaux projets à une majorité des deux tiers.**

Mais plus encore que le résultat, c'est le débat sur ces projets qui était important : enfin – après des années de mensonges et de temps perdu – **les problèmes et les abus dans le domaine de l'asile et des étrangers ont été abordés ouvertement.** On a bien tenté d'utiliser les recettes de la politique d'antan, consistant à produire des écrans de fumée, à jeter de la poudre aux yeux et à nier la gravité des problèmes¹ mais cette fois-ci, sans succès.

¹ Dans sa prise de position concernant la révision de la loi sur l'asile, la Commission fédérale contre le racisme (CFR) parle d'une « forme indirecte de discrimination raciale » (septembre 2005).

Le PS a combattu tous les projets de l'UDC pour résoudre le problème de l'asile. Chaque année, entre un et deux milliards de francs étaient ainsi dépensés pour cet exercice stérile. Pendant des années, des réseaux criminels bien organisés pratiquant le trafic de drogue étaient aux mains de requérants de d'asile.

Lors de la campagne de septembre 2006 sur la révision de la loi sur l'asile, la gauche a recouru aux arguments moraux pour éviter de devoir se soumettre à un débat construit sur des faits et des arguments. Mme Vreni Hubmann, conseillère nationale (PS) zurichoise, a prétendu que la loi sur l'asile était l'expression d'une « attitude fondamentalement xénophobe » (Neue Zürcher Zeitung, 24.8.2006).

Lorsqu'en 2002, l'initiative populaire de l'UDC « contre les abus dans le droit d'asile » a été examinée au Conseil national, la réalité des abus a été, une fois de plus, niée. Au lieu de regarder la réalité en face, la gauche a recouru aux arguments moraux :

Cécile Bühlmann (Verts/LU): « action de propagande politique de l'UDC »

Ruth-Gaby Vermot (PS/BE): « xénophobe »

Jean-Jacques Schwaab (PS/VD) : « exacerber les ressentiments (...) contre les étrangers »

Claudia Janiak (PS/BL) : « slogans creux »

IV. Retour aux errements d'avant 2003 ?

Ce vote clair ne convient pas à la gauche rouge-verte, qui souhaite revenir à la mauvaise gestion d'avant 2003. Elle veut un retour aux années 90, durant lesquelles leur politique donnait le ton.

- Un retour à la **politique désastreuse de dissimulation, d'illusions, d'erreurs de jugement, d'exubérance et de folie des grandeurs**, une politique au nom de laquelle la **transparence** était **combattue**, les **abus niés**² et celui qui osait parler de la **criminalité des étrangers** était taxé de **racisme** ou de **xénophobie**, ou des deux à la fois. Un retour à la **dictature du « politiquement correct »**, qui ne laisse aucune place à la **liberté d'opinion et d'expression**.
- Un retour à l'époque où les réalités dérangeantes étaient passées sous silence.
- Un retour à l'époque où l'on masquait volontairement des théories que l'on savait fausses à coups d'apparences et de **faux-semblants**.

Mesdames et Messieurs, en 2007, il s'agira de dire par les urnes si l'on veut revenir ou non à l'époque où l'**hypocrisie** et le **moralisme** étaient utilisés pour donner mauvaise conscience à ceux qui pensaient différemment, afin de leur **faire les poches** plus facilement, où l'on distribuait sans compter l'argent des autres pour augmenter son propre prestige. Le PS et les Verts en ont profité politiquement pendant des années. Non seulement politiquement, d'ailleurs, mais aussi financièrement. Cette politique a aussi rempli leurs propres poches, au frais des citoyens !

Un réseau de conseillers et de bureaux d'experts de gauche s'est constitué dans tous le pays. Eux aussi veulent revenir sur le devant de la scène ! Les camarades n'ont pas seulement recouru aux conseils d'autres camarades, ils leur ont confié des mandats et les ont récompensés en leur attribuant des postes. Encore une fois au détriment des citoyens !

Mais le vent commence à tourner :

Les années 90 apparaissent aujourd'hui dans une lumière plus crue. Et c'est pour ça que la gauche pousse des cris d'orfraie.

² L'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss (PS), pendant la campagne de votation sur la nouvelle loi sur l'asile, a parlé des abus dans le domaine de l'asile comme de « cas isolés ». (Tages-Anzeiger, 7.4.2006)

Dans le cadre de l'examen de l'initiative de l'UDC contre les abus dans le droit d'asile (2002), le conseiller national genevois Patrice Mugny a parlé du reflet d'une culture de l'abus et a critiqué l'UDC qui osait désigner les abus comme tels !

Les abus dans le domaine de l'asile ont d'abord été niés pendant des années. Puis, pendant la campagne sur la nouvelle loi sur l'asile (2006), le discours a brusquement changé : « des mesures plus strictes ne pourront pas empêcher les abus » (Ruth Genner, présidente des Verts suisses), le durcissement de la loi ne servira à rien contre les abus (Jürg Krummenacher, directeur de Caritas Suisse) (Schweizer Illustrierte, 4.9.2006).

Mme Beatrice Breitenmoser (PS), cheffe du domaine AI à l'OFAS, a déclaré au Rundschau : « Pour moi, on ne peut pas parler d'abus lorsqu'une personne profite habilement du système. » (8.10.2003), « les abus sont des cas isolés » (St. Galler Tagblatt, 19.1.2004), « Je dors très bien, car je trouve que l'AI est une très bonne assurance sociale. » (Tages-Anzeiger, 5.6.2003).

Lorsque j'ai critiqué – à l'époque où j'étais encore au Conseil national – les nombreux faux invalides, le *Blick* a écrit : « Voici comment Blocher déforme la vérité » et n'a admis que des « cas isolés » d'abus. (25.7.2003)

Colette Nova, secrétaire de l'Union syndicale suisse: « le terme de faux invalide est idiot et ne veut rien dire » (Weltwoche, 22.4.2004)

Mesdames et Messieurs, on ne saurait encore prétendre que tout va pour le mieux.

Mais lentement, on commence à **reconnaître et à désigner clairement les dysfonctionnements de la politique, mais aussi de l'économie et de la société, qui étaient répandus avant 2003**. Certains journalistes osent de nouveau écrire ce qui est, aidant ainsi la liberté d'opinion et la liberté de parole à retrouver leur place.

Lorsque la parole se libère, la liberté d'action revient aussitôt. La réussite se mesure à nouveau à l'aune de la compétence, et non plus du copinage.

Alors que, pendant les années 90, les **dépenses de l'Etat étaient taboues, les choses ont aujourd'hui commencé à changer** : certains cantons ont fait œuvre de pionnier et ont baissé leurs impôts, ouvrant ainsi la voie à une saine concurrence. La devise du jour n'est plus : des impôts élevés pour un Etat « social », mais « **un rendement de l'impôt élevé grâce à des taux d'imposition réduits** », et l'on commence à se rendre compte que **les citoyens auxquels on laisse de l'argent vont l'utiliser pour créer de la valeur**. Certains cantons avancent et peuvent déjà se prévaloir de résultats mesurables.

Il est clair que ce démantèlement de la machinerie de redistribution de l'Etat fait pousser de hauts cris à la gauche rouge-verte. Et la voilà qui veut interdire la concurrence fiscale : **La Confédération – selon le vœu de l'ensemble de la gauche – devrait interdire la concurrence fiscale entre les cantons**. La gauche en appelle au **Tribunal fédéral** pour qu'il intervienne dans la souveraineté fiscale des cantons. Non content de vouloir interdire la concurrence fiscale, la gauche se prononce en faveur d'une « **harmonisation fiscale** » qui permettrait de maintenir en place les circuits de redistribution. Et relaie ainsi sans vergogne les tentatives de pressions de l'Union européenne sur la politique fiscale de la Suisse.

Mais même dans le **domaine social**, la vérité éclate. Il est ainsi réjouissant de constater que la **cinquième révision de l'AI** porte principalement sur les points que la gauche ne voulait absolument pas aborder. Du simple fait que les problèmes d'abus sont réglés, l'augmentation des cas d'AI se tasse. Si avant 2003, on prétendait encore que les personnes touchant sans droit une rente d'invalidité ne représentaient que des **cas isolés**³, personne, aujourd'hui, ne le croit plus. Malgré tout, le PS et les Verts soutiennent le référendum contre la cinquième révision de l'AI. Ils veulent donc restaurer les abus dans le domaine de l'AI. Ils veulent revenir à la confusion des années 90, dont ont d'ailleurs à répondre d'éminents représentants de la gauche elle-même.

Mesdames et Messieurs, **l'enjeu** des élections de 2007 sera de **savoir si la Suisse retombera**, ou non, **dans les errements des années d'avant 2003 : la Suisse doit-elle revenir à ces années marquées par le pourrissement des valeurs ? Doit-elle revenir à ces années où les valeurs et les vertus helvétiques étaient jetées à bas, traînées dans la boue, tournées en ridicule ?**

Non, et voilà qui est réjouissant : aujourd'hui, on ose de nouveau être fier de la Suisse. Les jeunes portent des maillots ornés d'une croix suisse sur la poitrine. Même la conseillère fédérale socio-démocrate tance les Français qui s'en prennent au régime fiscal suisse. (Il ne reste plus à Madame Calmy-Rey qu'à éclairer ses camarades de parti sur les vertus de la concurrence fiscale !)

Durant les années 90, les valeurs fondamentales de la Suisse que sont **l'indépendance, l'autodétermination et la neutralité** ont été clouées au pilori et on prétendait les sacrifier à un internationalisme naïf. Certains milieux – au premier rang desquels l'UDC – sont restés fermes et se sont élevés contre cette dérive, qu'ils ont réussi à empêcher. **La responsabilité individuelle, l'initiative personnelle, la fierté nationale** étaient méprisées. Mais les choses changent. Aujourd'hui, dans les milieux politiques, on ne s'autorise plus ce genre de

³ Cf. note 2

dénigrement. La **punctualité**, la **fiabilité**, la **probité**, l'**ardeur au travail**, la **propreté** étaient présentées à l'école, dans la société et dans le monde politique, comme des vertus suisses **méprisables**. On découvre aujourd'hui les conséquences de cette attitude et on tente de faire volte-face !

Comprenez-moi bien: tout n'a pas encore changé, mais un vent nouveau souffle dans la société, dans l'économie et dans la politique. Timidement, certes, mais de manière bien réelle. C'est cette évolution que la gauche (PS et Verts confondus) veut étouffer dans l'œuf, pour revenir aux temps où le socialisme pouvait se répandre pratiquement sans obstacles.

Sous le fallacieux prétexte de « solidarité », un mot qui sonne bien, on ne s'est pas privé de distribuer de l'argent, en particulier celui des autres – et souvent sans oublier d'en mettre dans sa propre poche. Le résultat a été l'augmentation des **dépenses de l'Etat**⁴. La Suisse a connu la **plus forte augmentation des prélèvements**⁵ de tous les **pays industriels**. Cette dérive n'a pas été sans conséquence : l'économie stagnait.

- De 1990 à 2003, les dettes ont passé de plus de 38,5 milliards à plus de 130 milliards⁶.
- Les **abus croissants**, mais **toujours minimisés, voire niés**, dans le domaine de l'**asile**, l'augmentation constante, mais niée, de la **criminalité des étrangers** et l'accroissement constant, mais contesté, des **abus** dans le domaine des assurances sociales vont encore nous occuper pendant des années. Les problèmes sont loin d'être réglés. Mais les choses semblent s'améliorer : si en 2003, on comptait encore 23'000 nouvelles demandes d'asile, il n'y en avait plus que 10'000 en 2006 !
- Ces années d'avant 2003 se sont aussi distinguées par le **mépris et le dédain voués par d'aucuns à leur propre pays**. Il fallait avoir honte d'être **suisse**, d'être ressortissant d'un **petit Etat** neutre, d'appartenir à une démocratie constituant un « **sonderfall** ».

⁴ Endettement de la Confédération

1990	38,5 milliards
2000	108,8 milliards
2005	130,6 milliards
Endettement de la Confédération, des cantons et des communes	
1990	97,7 milliards
2000	207,4 milliards
2004	246,5 milliards

⁵ Dans les années 90, la charge fiscale a davantage progressé en Suisse que dans n'importe quel autre Etat industrialisé.

Quote-part fiscale	1990	26 %
	2000	30,5 %

Les recettes fiscales en chiffres absolus augmentent sans cesse. C'est autant d'argent en moins que les contribuables ont pour vivre et les entreprises, pour investir.

Recettes fiscales	1990	85,2 milliards
	2000	126,7 milliards

Quote-part d'endettement - brute (Confédération)	1990	11,8 %
	2000	26 %

Augmentation des impôts (avant tout des taxes) pour la Confédération, les cantons et les communes	1990	12'849 millions
	2000	20'985 millions

⁶ Les dépenses de la Confédération ont crû beaucoup plus vite que l'économie. L'Etat utilise aujourd'hui presque un franc sur deux qui sont gagnés en Suisse.

Dépenses de la Confédération

1990	31,6 milliards
2000	47,1 milliards
2005	51,4 milliards

Mais le vent commence à tourner : l'adhésion à l'UE n'est plus un objectif stratégique. Selon un sondage récent, 90 % de la population souhaite préserver la **neutralité**. Nombre de jeunes sont aujourd'hui fiers d'être **suisses**. Les médias journalistiques ne peuvent éviter de **parler à nouveau de la Suisse et de ses avantages**.

- De mauvais investissements et l'effondrement de certaines entreprises ont montré que le déclin atteignait aussi l'économie. Une mauvaise appréciation des réalités couplée à une attitude arrogante et à la folie des grandeurs a entraîné des faillites. Les cas les plus emblématiques sont **l'effondrement de Swissair, l'aventure Swiss et la débâcle d'Expo02**.
- Une croissance économique anémique et une augmentation du chômage en ont été les conséquences.

Les temps commencent à changer : la croissance économique et la bonne gestion économique sont de retour. Depuis 2003, aucun impôt n'a été augmenté – dans de nombreux cantons, la pression fiscale a même baissé.

Il est intéressant de constater que le changement vient d'en bas. Le fort afflux de citoyens vers l'UDC, qui combat les dysfonctionnements que j'ai dénoncés, n'était qu'un symptôme. Mais le changement gagne du terrain. Il est réjouissant de constater que le conseiller fédéral socio-démocrate lui-même déclare aujourd'hui qu'on ne pourra pas se passer de nouvelles centrales nucléaires. Il ne lui reste plus qu'à en convaincre ses camarades rouge-verts. De nombreuses choses semblent changer : dans le temps, la gauche prônait la démocratie de la base, mais aujourd'hui, le PS n'organise plus que des réunions au sommet : **la base est depuis longtemps à l'UDC**.

V. En avant vers l'avenir

La gauche souhaite faire replonger la Suisse dans les sombres années que le pays a connues entre 1990 et 2003. **Prendre le plus possible à celui qui est compétent et qui travaille pour le redistribuer via les rouages de l'Etat** – si possible à soi même. Que ces méthodes appauvrissent le citoyen ou conduisent le pays à sa ruine, motus. **Il n'y a aucun doute : la gauche – c'est-à-dire le PS et les Verts – veulent une Suisse socialiste**. Et les conseillers fédéraux devraient rester de marbre ?

Mesdames et Messieurs, la question que le peuple suisse doit trancher en 2007 est celle-ci :

Voulons-nous revenir aux sombres années d'avant 2003 ? Ou voulons nous aller de l'avant, vers un avenir qui promet à nouveau les valeurs suisses et qui garantit la prospérité et la liberté ? Le dégel politique de ces dernières années doit-il de nouveau être réduit à néant ?

Mesdames et Messieurs, les bourgeois – et l'UDC en tête – doivent être une force de résistance. Lorsque le PS déclare que le destin de la Suisse se joue aux élections de 2007 et s'allie avec un parti qui n'est pas au gouvernement – les Verts – avec pour principal objectif de revenir à la sombre politique des années passées qui finirait par mener la Suisse à sa perte, il faut s'engager : l'UDC en tant que parti qui doit être la force qui mène le combat électoral et les conseillers fédéraux, qui présentent leur vision du cours que la Suisse devrait suivre sur le plan politique. Si l'UDC est devenue le plus grand parti du pays, c'est parce qu'à partir de 1990, elle s'est opposée à une politique funeste ! On comprend évidemment que la gauche et les Verts s'en prennent à l'UDC et veuillent me jeter hors du Conseil fédéral – il y a une certaine logique dans la démarche.

L'UDC attaquée et ses représentants s'engagent pour les valeurs éprouvées de la Suisse, des valeurs qui renforcent notre pays. La politique de gauche des années 90 a affaibli la Suisse et une victoire des forces de gauche aux prochaines élections réduirait, voire anéantirait la prospérité et la liberté du peuple.

C'est justement cette politique fondée sur des valeurs éprouvées qui a fait la force de la Suisse et qui continuera à l'avenir à renforcer sa position.

A l'ère de la mondialisation, une politique basée sur les valeurs qui nous sont propres est plus nécessaire que jamais. Elle est la seule qui mène au succès.

Ressentez-vous maintenant l'importance des **élections** ?

Ressentez-vous l'**importance de l'UDC** ?

Prenez-vous conscience de l'**enjeu des élections de 2007** ?

Nous en arrivons au **mandat** qui devra être celui **des politiques du camp bourgeois**, et j'entends par-là en premier lieu les représentants de l'UDC :

L'UDC doit s'engager:

- Pour une **économie saine** et contre le déclin économique
- Pour des **finances publiques assainies** et contre la politique des déficits
- Pour une **diminution des charges financières pesant sur le citoyen** et contre des hausses d'impôts et de taxes
- Pour l'**autodétermination** et contre les ingérences étrangères
- Pour la **neutralité** et contre l'ingérence dans des conflits internationaux
- Pour la **coopération** et contre l'intégration
- Pour la **liberté** et contre un Etat qui met les citoyens sous tutelle
- Pour un **approvisionnement en énergie sûr** et contre la pénurie
- Pour la **confiance** et contre la tricherie
- Pour les **vrais réfugiés** et contre les abus du droit d'asile
- Pour la **coexistence pacifique** et contre la criminalité des étrangers
- Pour une **aide active dans des cas individuels** et contre une « solidarité » mal comprise
- Pour des **emplois** et contre le chômage
- Pour une **occupation plutôt qu'une rente** et contre les abus dans le domaine de l'AI
- Pour la **prospérité** et contre la paupérisation

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, la tâche est immense.

Pour vous en tant que parti, pour chacun d'entre vous en tant que membre de ce parti – pour chacun d'entre nous. Nous devons nous engager pour que les gens glissent le bon bulletin dans l'urne. La tâche est immense pour les parlementaires et les membres d'un exécutif, pour les juges et pour tous ceux qui sont au service de la collectivité. Ils doivent **se considérer comme étant au service du souverain, pour le bien du pays et du peuple**. Les intérêts personnels doivent s'effacer !

Battons le fer pendant qu'il est chaud (il y a assez de politiciens qui ne s'approchent du feu que pour s'y réchauffer). Les élections de 2007 constitueront une **décision de principe**.

Mesdames et Messieurs, dans les années 90, notre **parti bourgeois**, avec sa **ligne clairement libérale-conservatrice a été rejeté dans l'opposition parce que nous ne participions pas à cette politique de sape des valeurs fondatrices de la Suisse et que nous nous y opposions**.

Nous nous sommes retrouvés dans l'opposition contre notre gré. **Opposés à cette politique du déclin**, les électeurs ont alors fait de l'UDC le premier parti de Suisse. Un tel succès n'allait pas manquer de provoquer des réactions de colère de la part des perdants.

Le Mahatma Gandhi, qui voulait transformer l'Inde, a décrit les trois phases de la lutte comme suit :

- Au cours de la première phase, vous serez **passé sous silence**
- Au cours de la deuxième phase, vous serez tourné en **ridicule**
- **Au cours de la troisième phase, qui est décisive, vous serez combattu**

Mesdames et Messieurs, l'UDC et ses représentants se trouvent aujourd'hui dans la troisième phase.

C'est pour ça que notre mot d'ordre doit être « tenir bon ! », et c'est ce que je vous souhaite, à vous et à nous tous, Mesdames et Messieurs, pour cette année électorale 2007.

C'est pour le bien du peuple et du pays, ou, comme vous le dites :

Pour la Suisse – notre maison !

Contacts / Renseignements :

Tél. +41 31 322 18 18